

À bâbord !
Revue sociale et politique

La politique comme continuation du soin par d'autres moyens : Jacinda Ardern, Trump, Bolsonaro et l'OMS

Alexandre Klein

Number 85, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95289ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue À bâbord !

ISSN

1710-209X (print)

1710-2103 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Klein, A. (2020). La politique comme continuation du soin par d'autres moyens : Jacinda Ardern, Trump, Bolsonaro et l'OMS. *À bâbord !*, (85), 62–63.

JACINDA ARDERN, TRUMP, BOLSONARO ET L'OMS

LA POLITIQUE COMME CONTINUATION DU SOIN PAR D'AUTRES MOYENS

Alexandre Klein, Université d'Ottawa

La menace a été mise à exécution. Après avoir annoncé à la fin du mois de mai que les États-Unis cesseraient toute relation avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Donald Trump a confirmé au début du mois de juillet l'arrêt total de la collaboration de son pays avec l'agence onusienne.

Ce retrait des États-Unis et de leur financement annuel de plus de 550 millions de dollars sur un budget total d'environ 4,8 milliards de dollars marque un coup dur pour l'institution dont le déclin était déjà sensible depuis plusieurs années. Mais il témoigne surtout de la « stratégie » géopolitique « disruptive » du président américain qui trouve son champ d'exercice dans des espaces inhabituels, pour ne pas dire inattendus, dont Twitter reste l'exemple paradigmatique.

GÉOPOLITIQUE DU VIRUS

En attaquant l'OMS, Trump vise en effet tant une organisation qui critique sa gestion catastrophique de la pandémie que son rival chinois avec lequel il est en « guerre », notamment commerciale, depuis le début de son mandat. Les deux dimensions sont d'ailleurs intimement reliées puisqu'aux yeux de Trump, l'OMS aurait été trop indulgente à l'égard de la Chine, d'où est parti le Sars-CoV-2 – ce « virus chinois » comme il le nomme – à l'origine de la pandémie qui a paralysé la planète au cours du printemps. L'opposition de Trump à l'OMS s'inscrit donc avant tout dans une politique internationale de déstabilisation du multilatéralisme et une stratégie nationale, qui en est le pendant, de valorisation d'un nationalisme à tendance isolationniste. C'est d'ailleurs parce qu'il défend ces mêmes valeurs que le président brésilien Jair Bolsonaro s'est empressé d'imiter son homologue états-unien en annonçant lui aussi le retrait de son pays de l'organisation onusienne (sans toutefois être passé

à l'acte à l'heure où j'écris ces lignes). Mais il semble que cette guerre contre l'OMS engagée par certaines grandes puissances témoigne plus profondément d'un rapport particulier à la santé, un rapport d'ordre militaire et guerrier qui montre aujourd'hui ses limites.

On l'ignore souvent, mais la naissance de l'OMS marquait un tournant dans la compréhension que les pays occidentaux se faisaient de la santé. L'organisation fondait en effet sa raison d'être et son action sur une toute nouvelle définition présentée dans le préambule de sa constitution adoptée à New York en juillet 1946: « *La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité*¹ ». En ouvrant ainsi la santé à des considérations psychologiques, sociales et même politiques, l'OMS rompait avec un discours médical moderne qui l'avait réduite, à mesure de son développement scientifique, à une simple absence de maladie. La santé n'est pas uniquement le résultat physiologique de la lutte que le médecin engage contre la pathologie, elle implique aussi et surtout un vécu, un ressenti et diverses dimensions qui mettent l'accent sur la qualité de vie des personnes. Ce retournement conceptuel n'est pas sans conséquences pratiques: ainsi envisagée, la santé devient moins le résultat d'une guerre contre un virus, une malformation ou un dysfonctionnement physiologique, que le produit d'un souci, d'une attention à soi et à autrui, bref d'une forme de soin (au sens pluriel du *care*).

LA GUERRE OU LE SOIN

Dès lors, on ne s'étonnera guère de voir que les pays qui fustigent l'OMS sont aussi ceux qui ont tenu un discours particulièrement guerrier face à la COVID-19 (Trump comparant la pandémie à Pearl Harbor, tandis que Bolsonaro appelait son peuple à « affronter » ce virus « la tête haute »). On note d'ailleurs, plus largement, une apparente corrélation entre les pays qui ont mis de l'avant un discours guerrier (et avec lui un nationalisme affiché) et les pays où la pandémie a fait le plus de ravages. C'est le cas de la France dont le président Emmanuel Macron a appelé à la « mobilisation » générale en déclarant « *Nous sommes en guerre* », mais aussi de la Grande-Bretagne dont le secrétaire à la santé a parlé d'une « *guerre contre un tueur invisible* », ou encore de l'Espagne dont le chef du gouvernement Pedro Sanchez a annoncé son intention de « *gagner la guerre* ». François Legault a lui aussi parlé de la pandémie comme de « *la plus grande bataille de notre vie* ». La chose n'est ni neuve ni surprenante. La métaphore guerrière habite la pensée médicale moderne. L'écrivaine Susan Sontag s'en était d'ailleurs déjà magnifiquement indignée dans son ouvrage de 1978 *Illness as Metaphor*. Ce qui est plus intéressant ici, c'est de constater l'existence d'une corrélation inverse: les pays avec le moins de cas de contamination ont pour beaucoup tenu un discours différent, plus axé sur le soin que sur la guerre.

La première ministre islandaise Katrín Jakobsdóttir a ainsi rappelé, dès le début



Photo : Pixabay.

de la pandémie, l'importance de mettre son égo politique de côté, de faire preuve d'humilité et d'écouter la science. La chancelière allemande Angela Merkel en a, elle, appelé à la « *solidarité commune* », tandis que le président Frank-Walter Steinmeier prenait explicitement le contre-pied de ses voisins en affirmant que cette pandémie n'était « *pas une guerre* », mais « *un test de notre humanité* ». En Norvège, la première ministre Erna Solberg a pris le temps de répondre aux interrogations et angoisses des plus jeunes au cours d'une conférence de presse spécialement dédiée aux enfants. Certes, ces pays se sont aussi démarqués par la mise en place rapide et massive de mesures de dépistage et de suivi de cas. Mais reste que le ton et le style de gouvernance semblent avoir aussi fait la différence (d'autant que cette approche empathique a pu favoriser la mise en place de larges campagnes de tests plutôt qu'une recherche, par exemple, d'un vaccin à tout prix). L'exemple de Jacinda Ardern, la première ministre travailliste de la Nouvelle-Zélande, est paradigmatique de ce « *style de leadership empathique* », pour reprendre les mots de Uri Friedman dans *The Atlantic*², qui semble avoir fait ses preuves dans la gestion de la pandémie.

Une chose est sûre : cette dernière a dessiné une ligne de fracture entre deux types de gouvernance reposant sur deux compréhensions différentes de ce qu'est la santé et par conséquent du rôle que peut y jouer la politique.

VERS UNE POLITIQUE DU CARE

Accepter que la santé ne se réduit pas à l'absence de maladie, c'est en effet comprendre que la santé de la population ne se décide pas uniquement dans les hôpitaux et sur les courbes de natalité ou de mortalité, mais dépend aussi d'enjeux sociaux, économiques, politiques et environnementaux plus larges. C'est donc comprendre que la gouvernance de la population ne peut se limiter à sa gestion comme un ensemble biologique, mais doit prendre en compte l'existence et le vécu individuel des personnes. Bref, c'est comprendre que le soin est un souci avant d'être une lutte. Et dès lors, il n'est peut-être pas anodin que les gouvernements qui ont fait preuve de cette approche politique empathique soient tous dirigés par des femmes. Constamment renvoyées dans nos sociétés patriarcales à leur rôle prétendument naturel de soignantes, de celles qui prennent soin, peut-être ont-elles été plus à même d'introduire ce *care*

dans le monde politique où elles sont parvenues, souvent difficilement, à faire leur place. Une chose est sûre, cette politique du *care*, pour reprendre l'expression de Joan Tronto³, va nous être utile dans notre monde devenu particulièrement vulnérable aux pandémies comme aux dramatiques conséquences du réchauffement climatique. Il est donc temps que la politique, internationale comme nationale, ne soit plus seulement la continuation de la guerre par d'autres moyens, comme l'affirmait Michel Foucault en retournant le célèbre aphorisme de Clausewitz, mais aussi et surtout la poursuite à un autre niveau et avec d'autres moyens de ce travail essentiel de maintien, de perpétuation et de réparation du monde qu'est le soin. 

1. OMS, « Constitution ». En ligne : www.who.int/fr/about/who-we-are/constitution

2. « New Zealand's Prime Minister May Be the Most Effective Leader on the Planet ». En ligne : www.theatlantic.com/author/uri-friedman

3. *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009, 238 p.